



ARRETE N°CV31-2023 du Président
de la Communauté de Communes du Pays du Vermandois

Arrêté Permanent
Portant réglementation de la circulation et du stationnement pour travaux urgents sur le
Réseau d'eau potable et le Réseau d'assainissement.
Commune de MAISSEMY 02490

Le Président de la Communauté de Communes du Pays du Vermandois,

Vu notamment les articles L 5211-9-2, L 2122-22 et suivants, L 2213-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code de la Route,

Vu l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté ministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée,

Vu l'arrêté ministériel du 24 novembre 1967 sur la signalisation routière modifié par des arrêtés subséquents,

Considérant que pour permettre les interventions urgentes sur le réseau d'eau potable et assainissement suite à avarie (fuite, remise à niveau de bouche à clé pour fermeture réseau ...) de la voirie sur la commune de MAISSEMY, il y a lieu de prendre toutes mesures utiles pour réglementer le stationnement et la circulation ponctuellement de chaque secteur.

A R R Ê T E

Article 1 : Pour l'application du présent arrêté de police, le terme voirie recouvre toutes les voies publiques de la commune de MAISSEMY du 1 Janvier 2023 au 31 Décembre 2023. Le présent arrêté s'applique pour les interventions urgentes qui ne peuvent être programmées à l'avance et dont la durée maximale des travaux ne dépasse pas une journée.

Article 2 : Dans le cas de travaux pouvant être programmés, la demande d'arrêté devra impérativement être faite plus de 21 jours calendaires avant le commencement des travaux. Dans le contraire, celle-ci ne sera pas traitée.

Article 3 : RESTRICTION DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT AU DROIT DU CHANTIER :

- 1- A l'exception des véhicules du « 3- » ci-après, le stationnement sera interdit au droit des interventions des deux côtés de la chaussée pour permettre l'exécution des travaux, la vitesse sera limitée à 30km/h et les dépassements interdits.
- 2- Ces mesures sont applicables dès la mise en place de la signalisation temporaire prévue par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière.
- 3- Sans qu'il puisse être à aucun moment dangereux ou gênant ou abusif (au sens du code de la route), le stationnement des véhicules d'interventions sera autorisé au droit et dans l'emprise du chantier correspondant.
- 4- Les contraventions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

Article 4 : En cas de détérioration de la chaussée, la remise en état de la voirie devra obligatoirement et rapidement, faire l'objet d'une réfection à l'identique.



Communauté de Communes
du Pays du Vermandois

Article 5 : Les panneaux réglementaires ainsi que la signalisation diurne et nocturne seront mis en place par l'entreprise intervenante.

Article 6 : Le présent arrêté pourra faire l'objet soit d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Pays du Vermandois, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal Administratif d'Amiens, (14 rue Lemercier, CS 81114 80011 AMIENS Cedex 01) ou par voie dématérialisée <https://citoyens.telerecours.fr> dans un délai de deux mois à compter de sa publication, de son affichage ou de sa notification, ou dans un délai de deux mois à compter de la réception de la décision explicative ou implicite de rejet opposé au recours gracieux effectué.

Article 7 : Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Pays du Vermandois, Madame le Maire de MAISSEMY, l'entreprise en charges des travaux, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de VERMAND et les agents placés sous leur autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- La Direction Départementale de la Voirie,
- Monsieur le Préfet de l'Aisne,
- Madame la Sous-préfète de SAINT-QUENTIN,
- Le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Aisne (SDIS 02),
- Les transports scolaires,
- Monsieur le directeur des services techniques de la commune.

Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public, notamment, par affichage en Mairie et sur le lieu concerné.

Fait à BELLICOURT, le 1 janvier 2023

Le Président,
Marcel LECLERE

MARCEL LECLERE

MARCEL LECLERE
2023.01.02 14:00:24 +0100
Ref:20221230_094402_1-1-O
Signature numérique
le Président